



Université de Sfax  
Faculté de Droit de Sfax



EXAMEN FINAL DU DEUXIEME SEMESTRE

(Du 15 Mai au 23 Mai 2015)

Année : 2<sup>ème</sup> Année de la licence appliquée en droit privé  
Matière : Droit des sociétés commerciales  
Epreuve : Pratique  
Durée : Trois heures

Commentez l'article 4 du code  
des sociétés commerciales :

" toute société commerciale donne  
naissance à une personne morale  
indépendante de la personne de chacun  
des associés à partir de la date de son  
immatriculation au registre de commerce,  
à l'exception de la société en  
participation "



Université de Sfax  
Faculté de Droit de Sfax



EXAMEN FINAL DU DEUXIEME SEMESTRE

(Du 15 Mai au 23 Mai 2015)

Année : 2<sup>ème</sup> Année de la licence fondamentale en droit public  
Matière : Droit des sociétés commerciales  
Epreuve : Pratique  
Durée : Trois heures

CONSULTATION

Exploitation

19-55

Les deux frères Anis et Anas comptent constituer une SARL dont l'objet consistera dans l'exploitation d'un restaurant sis au centre ville de Sfax.

Anis a promis d'apporter en société une somme d'argent de 50 000 dinars et un local à usage commercial qui servira de siège social.

Quant à Anas, âgé de 17 ans, il compte souscrire au capital de la société à raison d'une somme de 50 000 dinars qu'il vient d'hériter de son père décédé depuis un an.

Profitant de sa future situation en tant qu'associé majoritaire, Anis a exigé que la valeur à attribuer à son apport du local soit de 150 000 DT. De même, Anis s'est engagé à libérer le reste de sa participation au capital représentant son apport en numéraire de 50 000 dinars au bout de deux ans à partir de la date de la constitution définitive de la société. En outre, Anis a exigé d'insérer dans les statuts une clause suivant laquelle « L'associé majoritaire Anis recevra chaque année une rémunération fixe de 3 000 dinars quels que soient les résultats financiers de la société ».

Soucieux d'être en règle avec la loi, les deux associés vous consultent sur les points de droit suivants :

- 1- Quelles sont les particularités de la SARL à constituer par Anis et Anas par rapport aux autres types de sociétés ? (4 points)
- 2- Anas dispose-t-il de la capacité requise pour avoir la qualité d'associé ? (2 points)
- 3- Quelles sont les mentions obligatoires devant figurer dans les statuts de la société ? (2 points)
- 4- Les associés sont-ils dans l'obligation de désigner un commissaire aux apports ? (4 points)
- 5- La libération de l'apport promis par Anis après deux ans de la constitution de la société est-elle juridiquement permise ? (4 points)
- 6- La clause attribuant à Anis une rémunération fixe de 3 000 dinars est-elle juridiquement valable ? (4 points)

Examen final de la  
session principale  
du 2<sup>ème</sup> semestre  
Mai 2013

Matière:  
Droit des sociétés

Année  
2<sup>ème</sup> année  
L. Ap. D. Privé  
Théorique

Enseignant

N° de copie

Note

Sujet n°2 : L'autonomie patrimoniale de la société

Introduction

Photocopie Ennaje

Route Sidi Mansour Km 19, 588  
GSM: 23 237 087 - Tél: 74 879 783

/4

- Définition de la société : art.2 C.S.C.
- La société personne morale : art.4 C.S.C. : Immatriculation au R.C.
- Conséquences de la PM : Autonomie patrimoniale / extrapatrimoniale
- Patrimoine social : composition
  - actif : biens et créances
  - Passif : dettes et obligations

Problématique : L'étendue de l'autonomie patrimoniale de la société ?

النجاح  
جميع الامتحان

I- Manifestations de l'autonomie patrimoniale de la société

A- Autonomie par rapport aux associés :

النجاح  
جميع الامتحان

- Le patrimoine social est indépendant du patrimoine personnel des associés :

- Ils ne peuvent se considérer comme copropriétaires des biens sociaux
- Ils n'ont pas de droits réels sur la société (mais un droit personnel contre la société).

- Le patrimoine social est indépendant par rapport aux dirigeants sociaux : ils ne doivent pas confondre le patrimoine social avec leurs patrimoines personnels : sanctions pénales et des sanctions civiles.

النجاح  
جميع الامتحان

B- Autonomie par rapport aux créanciers personnels :

- Art.5 C.S.C. : le capital social gage des créanciers sociaux : seuls les créanciers sociaux disposent d'une action sur le patrimoine social.
- Les créanciers personnels des associés n'ont aucun droit sur le patrimoine social : nullité de la saisie-exécution pratiquée sur les biens sociaux en vertu d'une dette personnelle: jugement 31 décembre 1963.
- Les créanciers personnels ne peuvent saisir que les droits sociaux de l'associé (parts sociales / actions).

النجاح  
جميع الامتحان

II / Limites de l'autonomie patrimoniale

A- Dans les sociétés à risque illimité

Route Sidi Mansour km 19  
GSM: 23 237 087 - Tél: 74 879 783

- Sociétés de personnes : responsabilité personnelle et solidaire des associés transparence de la P.M. (art.54 al.1<sup>er</sup> et 67 al.67 al.1<sup>er</sup> du C.S.C.).
  - Les créanciers sociaux peuvent agir contre le patrimoine des associés
  - La faillite de la société entraîne la faillite personnelle des associés art.55 infine du C.S.C.
- Limite : le recours préalable contre la société : art.55 al.1<sup>er</sup> C.S.C.

النجاح  
جميع الامتحان

B- Dans les sociétés à risque limité

- SARL et sociétés de capitaux : responsabilité limitée des associés aux apports :
- Exceptions :
  - Action en comblement de l'insuffisance d'actif : 121 C.S.C. et 214 C.S.C.
  - Action en extension de la faillite : art.596 C. Com.

/4



Examen final de la session principale du 2 <sup>ème</sup> semestre Mai 2013	Matière: Droit des sociétés	Année 2 <sup>ème</sup> année L.A.P.D.Privé Théorique	Enseignant	N° de la copie	Note /20
---	-----------------------------	--	------------	----------------	----------

**Sujet n°1 : Les apports et le capital social**

Introduction

/5

- Définition de la société : Art. 2 du C.S.C.
- Définition de l'apport
- Importance de l'apport
  - par rapport à la société
  - par rapport à l'associé : critère de qualification de l'associé / critère de détermination de ses droits sociaux.
- Définition du capital social : composition : art. 5 C.S.C. (capital social/ actif social)
- Importance du capital social : gage des créanciers sociaux : art. 5 C.S.C.

Problématique : Quel est le rapport entre les apports et le capital social ?

Première partie : Apports inclus dans le capital social

/8

/4

A- L'apport en numéraire

- Définition
- Souscription
- Libération
  - SARL : immédiate 97 C.S.C.
  - SA : fractionnée : 165 C.S.C.

Photocopie Ennajeh

Route Sidi Mansour Km 10 - Sfax  
GSM: 23 237 087 - Tél: 74 879 783

2 L'apport en nature :

/4

- Définition
- Modalités :
  - en propriété
  - en jouissance
- Evaluation de l'apport en nature
  - Les risques d'évaluation : sureévaluation / réalité du capital social
  - Le commissaire aux apports : SA : art. 100 C.S.C / SARL : art. 173 C.S.C.

II / Apport exclu du capital social :

/7

/3

A- Consistance de l'apport en industrie

- Définition
- Apport en industrie ≠ Ct. de travail
- Caractères : personnel / futur successif/ immatériel.

B- Régime juridique de l'apport en industrie

/4

- Exclusion du capital social : art. 5 C.S.C.
  - Fondements :
    - absence de valeur réalisable et comptabilisable
    - pas d'existence matérielle : insaisissable : il ne constitue pas un gage pour les créanciers sociaux.
    - Problème d'évaluation
  - Conséquences :

Photocopie Ennajeh

Route Sidi Mansour Km 10 - Sfax  
GSM: 23 237 087 - Tél: 74 879 783

Ne peut être représenté par des actions ou des parts sociales ni faire l'objet d'une restitution à la liquidation de la société.

- Interdiction de cet apport dans la S.A art. 166 C.S.C. et de la part des commanditaires art. 67 in fine du C.S.C.
- Permis dans les sociétés de personnes et dans la SARL depuis 2007.

Examen final de la session principale du 2 <sup>ème</sup> semestre Mai 2015	Matière: Droit des sociétés commerciales Pratique	Année 2 <sup>ème</sup> année L.Ap.D.Privé	Enseignant	N° de la copie	Note /20
---	---	---	------------	----------------	----------

Introduction

- Commentaire de l'article 4 du CSC : acquisition de la personne morale indépendante de la personne des associés à partir de l'immatriculation. Exception : la société en participation.
- Au sens juridique, la personne est un sujet de droits et d'obligations. La personnalité est l'aptitude à devenir sujet de droits et d'obligations. La personnalité serait alors l'aptitude à devenir sujet de droits et de devoirs. Elle est naturellement accordée aux personnes physiques et par anthropomorphisme instinctif étendue aux personnes morales. La personnalité morale est un procédé de technique juridique destiné à faciliter la vie et l'activité des groupements en leur reconnaissant une certaine autonomie par rapport à leurs membres.
- Les dispositions de l'article 4 du CSC confirment la tendance du législateur à analyser la personnalité morale comme une fiction et non une réalité.

1- Le point de départ de la personnalité morale

A- L'immatriculation condition d'acquisition de la personnalité morale

- L'immatriculation est une condition nécessaire de sorte que seules les sociétés immatriculées accèdent à la personnalité morale.
- L'immatriculation est une condition suffisante, de sorte qu'une société unipersonnelle constitue elle aussi une personne, en l'absence de tout groupement, à partir de l'instant où elle est immatriculée.

B- La procédure d'immatriculation

- Le droit tunisien a rejoint la solution du droit français en retardant le moment d'acquisition par la société de sa personnalité morale à la date de son immatriculation au registre de commerce.
- L'immatriculation se fait au registre du commerce du tribunal du siège de la société.
- Le défaut d'immatriculation au registre du commerce est sanctionné par la non acquisition de la personnalité morale.
- Le problème des actes antérieurs à l'immatriculation.

2- Les attributs de la personnalité morale

A- L'individualité de la personne morale

- Le nom de la société (articles 54, 69 du CSC).
- Le siège social de la société.
- La nationalité de la société.
- Capacité d'exercice et de jouissance.
- Responsabilité civile et pénale.

B- Les droits de la personnalité morale

- La société est capable d'agir pour elle-même et d'accomplir les actes tendant à la réalisation de son objet comme l'acquisition ou l'aliénation des biens.
- La société peut ester en justice.
- La société a un patrimoine. La société, en tant que personne morale est, dès lors, dotée d'un patrimoine distinct des patrimoines personnels des associés, et qui est composé, comme tous les patrimoines, d'un actif (biens et créances), répondant d'un passif (dettes et obligations).

# Faculté de Droit de Sfax

Examen de la session de rattrapage Juin 2013	Matière : Droit des sociétés commerciales	2 <sup>ème</sup> Année L.A.D. Public	Enseignant Photocopie Ennahjeh Rue 514 Marsouat Km 10 - Sfax 069 33 317 347 - 166 11 13 17	N° de la copie	Note
					120

## Consultation

### Question n° 1 : La possibilité de restitution de l'apport :

- Un terrain : apport en nature : définition.
- Art. 6 C.S.C : 2 modalités de l'apport en nature : en propriété ou en jouissance : définition - conséquences.
- F.E : absence d'indication.
- Solution : 2 hypothèses :
  - Apport en propriété → pas de restitution.
  - Apport en jouissance → possibilité de restitution à 2 conditions.

### Question n° 2 : La validité des trois clauses insérées dans les statuts :

#### + La 1<sup>ère</sup> clause :

- Art. 104 C.S.C : nullité de la S.A.R.L constituée en violation des arts. 93 → 100 C.S.C.
- Art. 97 C.S.C : souscription intégrale / Libération immédiate et totale de l'apport en numéraire : définition.
- F.E → La somme de 20 MD : apport en numéraire  
→ Libération dans un délai de 2 ans : libération fractionnée.
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

#### + La 2<sup>ème</sup> clause :

- Art. 104 C.S.C : nullité de la S.A.R.L constituée en violation des arts. 93 → 100 C.S.C.
- Art. 100 C.S.C :
  - Principe : évaluation de l'apport en nature par un commissaire aux apports.
  - Exception : possibilité d'évaluation par les associés à 2 conditions.
- F.E → Le local : apport en nature.  
→ Local évalué par l'associé lui-même à 40 MD
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

#### + La 3<sup>ème</sup> clause :

- Art. 1301 C.O.C : La clause conférant à l'associé une part dans les bénéfices > à son apport est une clause léonine → nulle et annule le contrat de société.
- F.E : Samir détient 40 % du C.S / il aura plus que 50 % des bénéfices.
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

### Question n° 3 : Le moment d'acquisition de la P.M / Les conséquences patrimoniales :

- Art. 4 C.S.C = Im. au R.C.
- Conséquences patrimoniales :
  - La règle de la séparation des patrimoines: sig.
  - Distinction entre créanciers sociaux et créanciers personnels.



# Faculté de Droit de Sfax

Examen de la session de rattrapage Juin 2013	Matière : Droit des sociétés commerciales	2 <sup>ème</sup> Année L.A.D. Public	Enseignant Photocopie Ennahjeh Rue 514 Marsouat Km 10 - Sfax 069 33 317 347 - 166 11 13 14	N° de la copie	Note
					120

## Consultation

### Question n° 1 : La possibilité de restitution de l'apport :

- Un terrain : apport en nature : définition.
- Art. 6 C.S.C : 2 modalités de l'apport en nature : en propriété ou en jouissance : définition - conséquences.
- F.E : absence d'indication.
- Solution : 2 hypothèses :
  - Apport en propriété → pas de restitution.
  - Apport en jouissance → possibilité de restitution à 2 conditions.

### Question n° 2 : La validité des trois clauses insérées dans les statuts :

#### + La 1<sup>ère</sup> clause :

- Art. 104 C.S.C : nullité de la S.A.R.L constituée en violation des arts. 93 → 100 C.S.C.
- Art. 97 C.S.C : souscription intégrale / Libération immédiate et totale de l'apport en numéraire : définition.
- F.E → La somme de 20 MD : apport en numéraire  
→ Libération dans un délai de 2 ans : libération fractionnée.
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

#### + La 2<sup>ème</sup> clause :

- Art. 104 C.S.C : nullité de la S.A.R.L constituée en violation des arts. 93 → 100 C.S.C.
- Art. 100 C.S.C :
  - Principe : évaluation de l'apport en nature par un commissaire aux apports.
  - Exception : possibilité d'évaluation par les associés à 2 conditions.
- F.E → Le local : apport en nature.  
→ Local évalué par l'associé lui-même à 40 MD
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

#### + La 3<sup>ème</sup> clause :

- Art. 1301 C.O.C : La clause conférant à l'associé une part dans les bénéfices > à son apport est une clause léonine → nulle et annule le contrat de société.
- F.E : Samir détient 40 % du C.S / il aura plus que 50 % des bénéfices.
- Solution : nullité de la clause et nullité de la société.

### Question n° 3 : Le moment d'acquisition de la P.M / Les conséquences patrimoniales :

- Art. 4 C.S.C = Im. au R.C.
- Conséquences patrimoniales :
  - La règle de la séparation des patrimoines: sig.
  - Distinction entre créanciers sociaux et créanciers personnels.



EXAMEN FINAL DU PREMIER SEMESTRE

(Du 19 Janvier au 26 Janvier 2015)

Année : 3<sup>ème</sup> Année de la licence appliquée en droit public  
Matière : Droit des sociétés commerciales  
Epreuve : Pratique  
Durée : Trois heures

*Commentez le texte suivant :*

*Chaque associé doit avoir l'intention de participer aux résultats sociaux. Deux volets coexistent dans cet élément du contrat de société : l'intention de participer aux bénéfices ou à l'économie résultant de l'activité de la société, d'une part, et l'intention de contribuer aux pertes éventuelles, d'autre part.*

B. Dondero, « Droit des sociétés », Dalloz Paris, 2<sup>ème</sup> édition, p.41.





EXAMEN DE LA SESSION DE RATTRAPAGE  
(Du 12 Juin au 22 Juin 2013)

Année : 2<sup>ème</sup> Année de la licence appliquée en droit public  
Matière : Droit des sociétés commerciales  
Epreuve : Pratique  
Durée : Trois heures

Consultation

Les trois frères Samir, Sofien et Sarhan ont constitué une société à responsabilité limitée dénommée « *Tunis Electro* », dont l'objet est la commercialisation d'appareils électroniques.

Samir a participé à la constitution de la société par un terrain qu'il vient d'hériter auprès de son père. Sofien a apporté à la société la somme de 20 mille dinars. Quant à Sarhan, il a apporté un local.

Les statuts sociaux comportent trois clauses :

- Une première clause stipulant que l'apport effectué par l'associé Sofien (la somme de 20 mille dinars) sera libéré dans un délai maximum de 2 ans à partir de la date de la constitution définitive de la société.
- Une deuxième clause stipulant que l'apport effectué par l'associé Sarhan (le local) sera évalué par Sarhan lui-même, à 40 mille dinars.
- Une troisième clause conférant à l'associé Samir plus que la moitié des bénéfices bien que la valeur de son apport (le terrain) ne représente que 40% du capital social.

Pour être en conformité avec la législation relative aux sociétés commerciales, les associés viennent vous consulter sur les points de droit suivants :

Photocopie Ennaj  
Route Sidi Mansour Km 10 - 1  
9341 23 237 067 - Tél: 74 674

1. Samir peut-il demander la restitution de son apport à la liquidation de la société ?
2. Les trois clauses insérées dans les statuts de la société « *Tunis Electro* », sont-elles juridiquement valables ?
3. A partir de quel moment la société « *Tunis Electro* » acquiert-elle la personnalité morale ? Quelles sont les conséquences patrimoniales qui en découlent ?

NB : L'utilisation des textes juridiques est autorisée.

Faculté de Droit de Sfax

Examen final de la session principale du 1 <sup>er</sup> semestre Janvier 2015	Matière: Droit des sociétés commerciales	Année 2 <sup>ème</sup> année L.Ap.D.Publie	Enseignant	N° de la copie	Note
				10	/20
/5	<p><u>Introduction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation matérielle du texte</li> <li>- Déf. de la société : art. 2 C.S.C / de l'associé : Déf. inspirée de la déf. de la société</li> <li>- Participation aux résultats : élément essentiel du contrat de société</li> <li>- Evolution du droit tunisien : art. 2 C.S.C – art. 1249 C.O.C.</li> <li>- Idée générale : L'intention de l'associé de participer aux résultats sociaux.</li> </ul>				
/5	<p><u>I- L'intention de participer aux bénéfices et aux économies</u></p> <p>A- <u>Une participation soumise à des conditions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'existence de bénéfices réels : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdiction de la distribution de dividendes fictifs.</li> <li>• Conséquences → civiles : art. 140 al.4 C.S.C (SARL) – art. 289 al.2 C.S. (SA)</li> <li>→ pénales : art.223-1 C.S.C (SA)</li> </ul> </li> <li>- L'effacement des pertes : art.288 al. 3C.S.C (SA) – art. 1305 al.2 C.O.C (autres sociétés)</li> <li>- La constitution des réserves : Déf. / types. art.140 al. 1-2 C.S.C (SARL) – art.287 C.S.C (SA) – art.1305 al. 1 C.O.C (autres sociétés).</li> </ul>				
/4	<p>B- <u>Une participation soumise à des modalités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La règle de la proportionnalité</li> <li>+ Signification : art. 288 al.1 C.S.C. (SA) – art.1300 al.1 C.O.C (autres sociétés).</li> <li>+ Relation avec l'égalité</li> <li>- Interdiction des clauses léonines : Déf. – détermination : arts.1301-1302 C.O.C.</li> </ul>				
/3	<p><u>II / L'intention de contribuer aux pertes</u></p> <p>A- <u>La notion de pertes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La contribution aux pertes : élément essentiel du contrat de société : arts.551-1302 inf.C.O.C.</li> <li>- Déf. : absence de déf. légale / recherche d'une déf. juris.</li> <li>- Distinction entre contribution aux pertes et obligation aux dettes sociales</li> </ul>				
/3	<p>B- <u>Une contribution soumise à des modalités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La règle de la proportionnalité : art.1300 al.1 C.O.C.</li> <li>- Interdiction des clauses léonines : détermination : art. 1301-1302 C.O.C.</li> </ul>				